

une réalité inexorable. Car les problèmes de paiements extérieurs d'un groupe de pays, qui les a obligé à réduire leur soutien financier à un deuxième groupe de pays, provient moins d'une mauvaise gestion de leur économie que d'un quadruplement des coûts de l'énergie décrété par un troisième groupe de pays! Et la spirale descendante risque de se poursuivre: une réduction de l'aide au développement entraînera une compression des importations par les pays en voie de développement; cette compression conduira à une baisse de la production manufacturière dans les pays industrialisés; cette baisse provoquera une contraction des importations de matières premières en provenance des pays en voie de développement; et ainsi de suite. Il faut de toute urgence interrompre ce cercle vicieux partout où cela est possible, si nous voulons restaurer l'expansion de l'économie mondiale à sa vitesse de croisière. Je suggère, par exemple, que les pays donateurs s'engagent tout au moins à maintenir la valeur réelle de leur programmes d'aide au développement: engagement qui, compte tenu de l'inflation qui prévaut à l'heure actuelle, exigerait dans la plupart des pays une augmentation nominale des budgets de plus de dix pourcent.

Il convient de souligner que l'impact de la stagnation de l'aide au développement en provenance des donateurs traditionnels a été quelque peu atténué par le relais de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). On a beau dire ce que l'on veut des pays pétroliers, on ne peut nier l'assistance financière qu'ils ont accordée ces derniers temps au Tiers-Monde. Plusieurs pays arabes, par exemple, ont déjà affecté à l'aide au développement une proportion plus élevée de leur PNB que la cible d'un pour cent suggérée par les Nations Unies. C'est là une évolution fort encourageante, qui indique que dans tout nouvel ordre économique qui pourrait apparaître à l'avenir, il y aura partage des fardeaux aussi bien que partage des richesses.